

## Le pouvoir d'achat des familles



UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DES  
PYRENEES – ORIENTALES

# SOMMAIRE

---

<b>CONTEXTE</b>	<b>4</b>
<b>POUVOIR D'ACHAT – POUVOIR D'ACHAT VOUS AVEZ DIT « POUVOIR D'ACHAT » ?</b>	<b>4</b>
<b>OBJECTIFS</b>	<b>8</b>
<b>PROFIL DES FAMILLES INTERROGÉES</b>	<b>9</b>
	9
1-TYPE DE FAMILLES	9
2-ÂGE DU CHEF DE FAMILLE	10
LES FAMILLES DONT L'ÂGE DU CHEF DE FAMILLE EST SUPÉRIEUR À 45 ANS ONT PARTICULIÈREMENT INVESTI CE QUESTIONNAIRE AU DÉTRIMENT DES JEUNES FAMILLES.	10
3-CATÉGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	10
4-NOMBRE D'ENFANTS PAR FAMILLE	11
5-ÂGE DES ENFANTS	11
<b>ANALYSE DES RESULTATS</b>	<b>13</b>
<b>1<sup>ÈRE</sup> PARTIE : PERCEPTION, RESSENTI ET STRATÉGIE DES FAMILLES</b>	<b>13</b>
A/ RESSENTI DE FAMILLES FACE À ÉVOLUTION GLOBALE DES PRIX	13
B/ ANALYSE PAR POSTE DE DÉPENSES	13
1/ EN MATIÈRE DES CHARGES LIÉES AUX LOGEMENTS	13
2/ DÉPENSES LIÉES À L'ALIMENTATION	15
3/ DÉPENSES LIÉES AUX ENFANTS	16
4/ MARGES DE MANŒUVRE ET PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION	18
<b>2<sup>ÈME</sup> PARTIE -LE DROIT À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ : DU MYTHE À LA RÉALITÉ</b>	<b>21</b>
A/ LE DROIT À L'ÉDUCATION	21
B/ LE DROIT À LA SANTÉ	23
<b>3<sup>ÈME</sup> PARTIE POUVOIR D'ACHAT : DISPOSITIFS ET POLITIQUES PUBLIQUES</b>	<b>25</b>
A/ LE CRÉDIT À LA CONSOMMATION	25
B/ AIDES À LA GESTION DU BUDGET :	27
C/ MESURE EN FAVEUR DU POUVOIR D'ACHAT	28
<b>CONCLUSION</b>	<b>30</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>31</b>
<b>A N N E X E</b>	<b>33</b>

Depuis 2002 l'UDAF des Pyrénées-Orientales s'est dotée d'un Observatoire de la famille afin d'améliorer sa connaissance des préoccupations, des attentes et des besoins des familles du département pour mieux porter leur parole.

Dans ce cadre, nous avons élaboré 6 enquêtes : certaines généralistes, d'autres plus spécifiques dont les résultats ont mis en exergue, souvent en opposition avec les discours officiels ou médiatiques, la prégnance du lien familial, et l'implication des familles dans les différentes problématiques que nous avons étudiées [La vie de parents au quotidien (2008)-Les solidarités familiales (2007) - Familles aux épreuves de la vie (2006)- Famille et santé (2005)...]

La famille est perçue comme le premier et, parfois, le seul rempart face aux difficultés.

En 2009, pour répondre à l'actualité, nous avons choisi de travailler dans le cadre du thème commun à plusieurs UDAF, sur un nouveau volet des préoccupations des parents « **Le pouvoir d'achat des familles** ». Les différentes études départementales feront l'objet en 2010 d'une synthèse nationale.

Nous ne pouvons pas présenter des résultats de cette enquête sans remercier très chaleureusement, pour leur apport précieux, le grand nombre de parents qui a accepté de nous consacrer un peu de temps en répondant à cette enquête. Par leur taux de réponse massif, ils nous ont conforté dans la pertinence de nos questionnements et par le besoin qu'elles avaient d'exprimer leur ressenti face leur quotidien.

Cette enquête qui sera la 7<sup>ème</sup> de notre Observatoire n'a pas pour but de concurrencer les données statistiques sur le pouvoir d'achat telles que présentées par l'INSEE mais de mieux appréhender le vécu des familles du département face au contexte économique actuel.

Pour cela notre analyse s'attachera : à évaluer la perception des familles au regard de certains postes de dépenses comme les énergies, l'alimentation, la prise en charges des enfants, l'éducation ou la santé et à comprendre les stratégies qu'elles développent pour s'adapter à leur environnement.

Toutefois, avant de présenter les résultats que nous avons recueillis sur notre département il nous semble important de situer le contexte plus global de notre enquête, en particulier par rapport à la notion de crise économique et à la perception qu'ont les ménages de leur pouvoir d'achat.

## CONTEXTE

Depuis 2008, l'actualité a focalisé notre attention sur la crise financière. Après éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis, la « découverte » des pratiques de la quasi-totalité des grands établissements financiers mondiaux qui a entraîné des pertes colossales et contraint les gouvernements à jouer les « pompiers », il semblerait que la situation financière mondiale soit en voie de stabilisation. Ainsi, après la remontée des cours boursiers et les prémices d'un retour à la croissance nous voyons réapparaître les bonus financiers.

Pour autant si le capitalisme financier semble avoir retrouvé une certaine superbe les conséquences de ses dérives ne cessent d'avoir des répercussions sur l'économie réelle et de manière plus concrète sur la vie des familles.

- Augmentation du taux de chômage
- Stabilisation des salaires et des prestations sociales
- Hausse du coût de l'énergie
- Hausse des loyers
- Coût des dépenses de santé et d'éducation ....

Ce qui faisait dire à Henri Solans<sup>1</sup>, économiste, lors de la présentation de son dernier livre « L'économie politique mise à nu par la question sociale même »<sup>2</sup>:

Nous savons depuis longtemps avant que cette crise éclate, qu'il y a de la pauvreté, des travailleurs pauvres, des gens exclus, pour lesquels on prend des mesures pseudo-sociales et puis rapidement on confie le problème à des associations caritatives. De sorte que, même à une période où l'on disait qu'il n'y avait pas de crise, ceux qui sont dominés, savaient eux qu'il y avait une crise ! Quand est-ce qu'on dit qu'il y a crise ? Lorsque les dominants sont touchés dans leur portefeuille ! Quand les dominés sont touchés dans leur niveau de vie, il n'y a pas de crise. On dit pudiquement « qu'il y a une baisse du pouvoir d'achat ».

### **Pouvoir d'achat – Pouvoir d'Achat vous avez dit « Pouvoir d'achat » ?**

Réfléchir sur les pratiques de consommation des ménages et en particulier des ménages pauvres n'est pas une approche récente. Ainsi dès 1795 David Davies, pasteur anglais, proposait une étude sur le budget de 127 ménages<sup>3</sup> mais il faudra attendre le XIX<sup>e</sup> siècle pour que ce champ d'investigation se développe avec les travaux de nombreux experts en Allemagne, en Italie, aux Etats-Unis, et en France avec les travaux de Le Play et Halbwachs.

La transformation du tissu social notamment avec « l'urbanisation et l'industrialisation du tissu urbain qui prolétarisent une grande partie des travailleurs manuels<sup>4</sup> » ont conduit à s'interroger sur les conditions de vie des ouvriers à travers trois grands axes : politique d'abord, hygiéniste ensuite, et social dans un troisième temps qui ont amené à l'utilisation de la statistique pour étudier les dépenses des ménages.

---

<sup>1</sup> Interview d'Henri Solans par Nicolas Caudeville

<sup>2</sup> Henri Solans « L'économie politique mise à nu par la question sociale même » L'harmattan, Paris novembre 2008

<sup>3</sup> David Davies « The cases of Labourers in Husbandry », Bath, 1795

<sup>4</sup> Nicolas Herpin, Daniel Verger p9 « Consommation et mode de vie en France » Grands Repères La découverte novembre 2008

Cette approche statistique reste particulièrement déterminante de nos jours encore puisque c'est à partir des études de l'INSEE (Institut National des Statistiques et des Etudes Economique) que le Pouvoir d'Achat des ménages est mesuré. Pour l'INSEE le pouvoir d'achat est calculé à partir du revenu brut disponible<sup>5</sup> des ménages et de l'indice des prix à la consommation. Il est aussi étudié par unité de consommation pour tenir compte de la composition des ménages sachant que pour une famille par exemple les adultes compte chacun pour une unité de consommation, les enfants de plus de 14 ans pour 0.5 et ceux de moins de 14 ans pour 0.3.

Toutefois au-delà de ces études quantitatives sur le pouvoir d'achat il est important de comprendre l'évolution des postes de dépenses. Cette approche avait déjà été retenue par Ernst ENGEL<sup>6</sup> qui, en s'inspirant des travaux de Le Play avait classifié les dépenses en 9 groupes (alimentation, habillement, habitation, chauffage et éclairage, outillage et instruments de travail, éducation culte et divertissements culturels, impôts, santé, services domestiques). En inscrivant l'étude des rapports entre consommation et mode de vie dans la durée on peut constater une évolution qu'en « 50 ans les dépenses individuelles comme l'alimentation ou l'habillement ont décliné au profit de dépenses collectives d'équipement ou de logement »<sup>7</sup>, et si l'on remonte au XVIII siècle on retrouve pour les familles étudiées par Davies et Eden<sup>8</sup> les dépenses d'alimentation étaient respectivement de 72% et 74% du budget. Actuellement la structure du budget des ménages est étudiée à travers les postes suivants : alimentation, habillement et soins corporel, habitat, soins de santé, transports et départs en vacances, éducation culture et loisirs, autres biens et services après redistribution.

### Structure de la consommation effective (France)

	1960	1970	1980	1990	2000	2006
<b>Alimentation</b>	31.4	24.4	20.3	18.7	17.9	16.6
<b>Habillement et soins corporel</b>	11.7	8.8	6.8	6.5	5.4	4.9
<b>Habitat</b>	20.7	27.2	27.3	28.5	28.1	28.9
<b>Soins de santé</b>	7.8	10.2	12.3	13.6	15.2	16.2
<b>Transports et départs en vacances</b>	10.6	11.2	13.2	13.6	13.2	12.5
<b>Education, culture et loisirs</b>	14.5	15.2	16.7	16.3	17.9	18.1
<b>Autres biens et services après redistribution</b>	2.3	3.3	3.8	3.3	3.4	2.9

Source : Comptes nationaux

<sup>5</sup> Il s'agit de l'ensemble des ressources du ménage diminuées des impôts et cotisations sociales

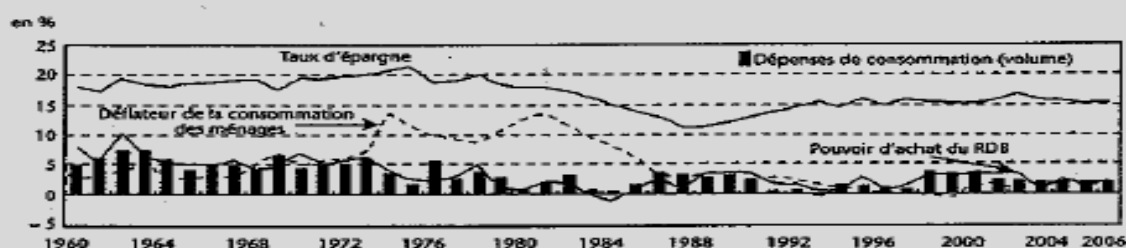
<sup>6</sup> Ernst Engel « les conditions de la production et de la consommation au royaume de saxe » 1857

<sup>7</sup> Nicolas Herpin, Daniel Verger p14 « Consommation et mode de vie en France » Grands Repères La découverte novembre 2008

<sup>8</sup> Frederick M. Enden , The state of the Poor , Londres 1797

Cette modification des modes de consommation pourrait nous donner quelques pistes pour comprendre le différentiel important qui existe entre les données statistiques sur le pouvoir d'achat produite par l'INSEE et la perception qu'en ont les ménages. En effet, ces données montrent que le pouvoir d'achat des ménages continue à progresser (1.2% en 2008 et 0.9 % en 2009), progression revue à la baisse lorsque ce même indice le mesure par unité de consommation et non plus par ménage. Le mode de calcul retenu ici ne prend en compte que le revenu disponible brut, il nous donne alors une vision macro-économique assez éloignée du vécu individuel, une approche plus micro-économique mesurant l'impact des dépenses contraintes des ménages qui ont progressé de manière très sensible sur les 50 dernières années passant de 13% à plus de 28% permet d'affiner ce calcul.

**Graphique 1. Évolution du pouvoir d'achat, des dépenses de consommation et de l'épargne des ménages**



Source : comptes nationaux, Insee ; Bournay et Pionnier [2007].

**Définitions :**

Le *revenu disponible brut (RDB)* correspond à la masse des revenus perçus par l'ensemble des ménages, ce montant étant net des impôts et des cotisations payés.

L'*épargne* est la part du RDB qui n'est pas consommée.

La *valeur de la consommation*, étudiée d'une année sur l'autre, se décompose en volume et en prix. Si les biens et les services étaient identiques aux deux dates, l'évolution en volume serait égale à la quantité consommée. D'une période à l'autre, le *volume* croît ou décroît selon la hausse ou la baisse des quantités consommées mais en tenant compte aussi des changements dans la qualité des produits présents à la période antérieure et de l'introduction de produits nouveaux. L'*indice des prix à la consommation (IPC)*, calculé à partir de la dépense en valeur et en volume, mesure l'inflation d'une période à la suivante.

L'*évolution du pouvoir d'achat du RDB* rapporte l'évolution du RDB à celle des prix à la consommation.

Le *niveau de vie d'un individu* est obtenu en rapportant le revenu disponible brut du ménage auquel il appartient au nombre d'unités de consommation. Le *niveau de vie* diffère du *revenu par tête* car la première expression tient compte des économies d'échelle que procure au ménage la vie en commun. Un ménage constitué de deux adultes compte pour 1,5 UC, soit 1,5 personne seule. Chaque enfant de moins de 14 ans compte pour 0,3 UC. Par convention, tous les individus d'un même ménage ont le même niveau de vie.

9

Ainsi en 2008 alors que pour l'INSEE le pouvoir d'achat sur le revenu disponible progressait de 1.2 par ménage et de 0.4 par unité de consommation l'indice BIPE-LECLERC sur le pouvoir d'achat effectif faisait état d'une baisse de 0.6% et intégrait dans la présentation de ses résultats les commentaires suivant « L'année 2009 devrait être de nouveau une mauvaise année pour le pouvoir d'achat effectif. En effet, après une baisse de 0,6% en 2008, le pouvoir d'achat effectif devrait stagner.

<sup>9</sup> Nicolas Herpin, Daniel Verger page 28 « Consommation et mode de vie en France » Grands Repères La découverte novembre 2008

La raison principale de cette stagnation est le net ralentissement de la croissance des revenus, lié notamment à la forte remontée du chômage; le repli de l'inflation bien qu'important, reste insuffisant pour compenser ce tassement des revenus d'activités. La perception qu'a la majorité des ménages d'une « perte de pouvoir d'achat » n'est donc pas près de s'atténuer et les questions de niveau de vie resteront assurément l'une des préoccupations essentielles des Français durant l'année 2009.<sup>10</sup> »

En effet dans une Europe qui compte 78 millions de pauvres soit 16% de la population et dans laquelle la précarité gagne du terrain. Le sondage IPSOS/Secours Populaire Français réalisé en août 2009 faisait état que 70% des personnes interrogées ont le sentiment que la précarité est en augmentation au niveau européen et 74% dans leur pays respectif mais c'est en France que l'augmentation de la précarité est ressentie de la manière la plus aiguë<sup>11</sup>.

Cette inquiétude était confirmée, dans ce même sondage, ou 85% des parents interrogés pensaient que le risque de pauvreté était plus élevé pour leurs enfants que pour leur propre génération.

L'ensemble de ces éléments peut venir expliquer le sentiment de perte de pouvoir d'achat que vivent les familles au quotidien.

---

<sup>10</sup> **BIPE-LECLERC** : Le pouvoir d'achat effectif en France mise à jour faite en juin 2009 sur la base des dernières données disponibles

<sup>11</sup> Etienne Mercier directeur adjoint du Pôle opinion et recherche sociales d'IPSOS dans Convergence n°296 octobre 2009 p 38

## OBJECTIFS

L'objectif de cette enquête sur le pouvoir d'achat des familles n'est pas de faire une étude quantitative des dépenses telle que l'INSEE peut en produire ni de créer un outil de mesure du pouvoir d'achat, mais d'évaluer dans une approche plus subjective la perception qu'ont les familles de notre département de leur vécu quotidien face à ces nouvelles données économiques.

Quelles stratégies mettent-elles en place pour y faire face ?

Par ailleurs on cherchera à savoir :

- Comment les familles vivent-elles les hausses de certains postes de dépenses et si elles bénéficient encore d'une marge de manœuvre ?

- Quel impact psychologique cette situation a-t-elle sur les parents et cela intervient-il dans certains choix éducatifs par rapport à leurs enfants notamment en matière de santé ou d'éducation ?

Pour répondre à ces interrogations cette enquête s'articule autour de 3 grands axes

**1) Mieux comprendre la gestion des postes de dépenses et les représentations qu'en ont les familles par rapport au vécu de la hausse de certains postes.**

**2) Analyser des postes de dépenses privilégiés en particulier dans le cadre des dépenses non marchandes telle que l'Éducation et la Santé.**

**3) Mieux appréhender la réflexion des familles sur les dispositifs et politiques en faveur du pouvoir d'achat.**

Notamment à travers la mise en place de la majoration unique des allocations familiales à l'âge de 14 ans.

*Cette politique est-elle perçue favorablement ou pas par les familles ?*

*Compte tenu du manque à gagner de 600€, comment les familles estiment qu'il serait légitime de le reverser pour qu'il leur revienne (éducation, forfait santé pour l'enfant, équipement, loisirs...)?*



## PROFIL DES FAMILLES INTERROGÉES

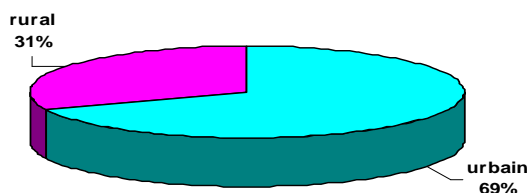
Pour réaliser cette étude nous avons travaillé à partir d'un questionnaire adressé sous pli postal à un échantillon de 4000 ménages, obtenu par tri aléatoire des familles ayant au moins un enfant de moins de 25 ans et résidant dans le département des Pyrénées-Orientales.

Une fois de plus nous devons remercier les familles des Pyrénées-Orientales pour leur implication dans cette enquête puisque nous avons eu un taux de retour supérieur à 25%.

Toutefois, un certain nombre de questionnaires n'a pas pu être exploité, nous avons donc effectivement travaillé sur 803 réponses dont la typologie sociale semble assez proche de celle la population de référence.

La répartition géographique de notre échantillon couvre l'ensemble des territoires du département et la répartition globale entre population urbaine et population rurale reste très proche de la répartition constatée par l'INSEE dans le cadre du dernier recensement de la population effectué en 2006.

Répartition géographique

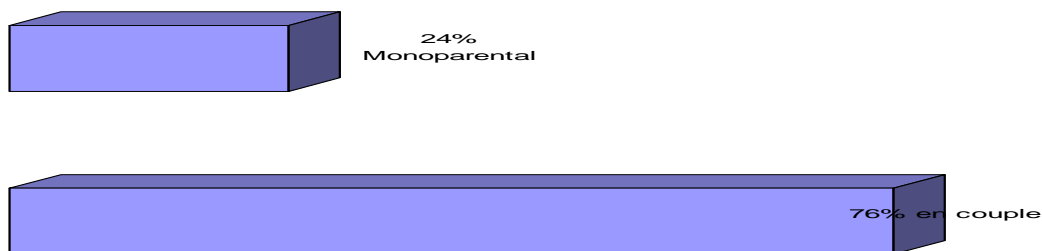


RP <sup>12</sup> 06	Urbain	64 %
	Rural	36%

### 1-Type de familles

Près d'un quart des personnes qui a répondu à cette enquête déclare ne pas vivre en couple dont la majorité 56% sont des personnes séparées ou divorcées et 35% des personnes vivants en couples sont des familles recomposées. On notera aussi que 22% des répondants sont des hommes (ce pourcentage est indépendant de leur situation matrimoniale).

<sup>12</sup> RP : Recensement de la population 2006



RP 06 : Couple 78%  
Familles Monoparentales 22%

### 2-Age du chef de famille

Age du Chef de Famille	Effectifs	Pourcentages	RP : 06
- de 35 ans	93	12 %	22%
De 35 à 44 ans	319	40 %	38%
+ de 45	391	49%	40%
Total	803	100%	100%

Les familles dont l'âge du chef de famille est supérieur à 45 ans ont particulièrement investi ce questionnaire au détriment des jeunes familles.

### 3-Catégories socioprofessionnelles de la personne de référence

La répartition par catégories socioprofessionnelles (CSP)<sup>13</sup> reste très proche de celle de la population de référence même si l'on peut constater une très légère sur représentation des ouvriers et des employés ainsi que des inactifs. Le thème de cette enquête n'étant peut-être pas étranger à l'investissement de ces ménages traditionnellement plus en retrait dans nos précédentes enquêtes mais aussi plus exposés aux fluctuations du pouvoir d'achat.

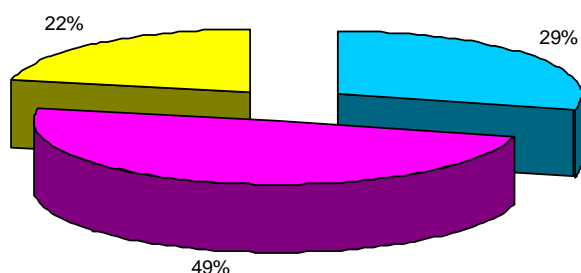
Catégories socioprofessionnelles			
	Effectifs	Pourcentages	RP : 06
CSP +	167	20 %	23%
Professions intermédiaires	85	11 %	18%
CSP -	435	53 %	46%
Sans activité professionnelle	134	16 %	13%
Total des répondants	821	100 %	100%

<sup>13</sup> Les catégories socioprofessionnelles ont été regroupées en 4 groupes

CSP+ correspondants : agriculteurs artisans commerçants chefs d'entreprises / Cadre, ingénieur, professeur...

Professions intermédiaires : , Technicien, Instituteur CSP- : Employés ; Ouvriers Sans activité professionnelle Etudiants, Chômeurs, Retraités, Personnes au Foyer

#### 4-Nombre d'enfants par famille

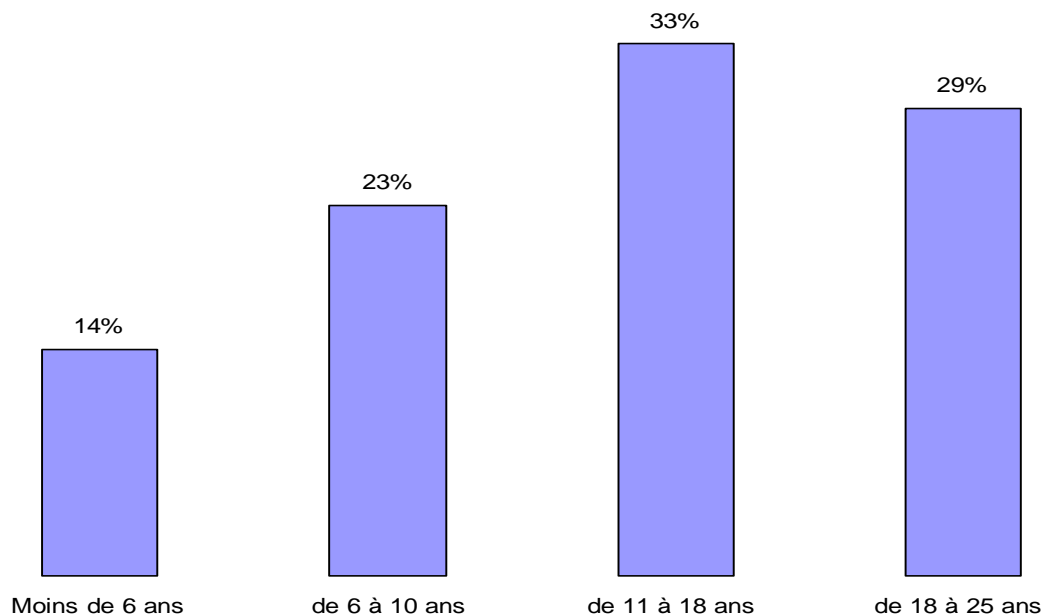


■ 1 enfant ■ 2 enfants ■ 3 enfants et plus

RP 06	Famille avec	Pourcentage
	1 enfant	46%
	2 enfants	38%
	3 enfants et plus	16%

Manifestement ce sont les familles avec plusieurs enfants à charges qui ont particulièrement investi ce questionnaire. Nous constatons un écart de plus de 10 points entre notre échantillon et la population de référence.

#### 5-Age des enfants

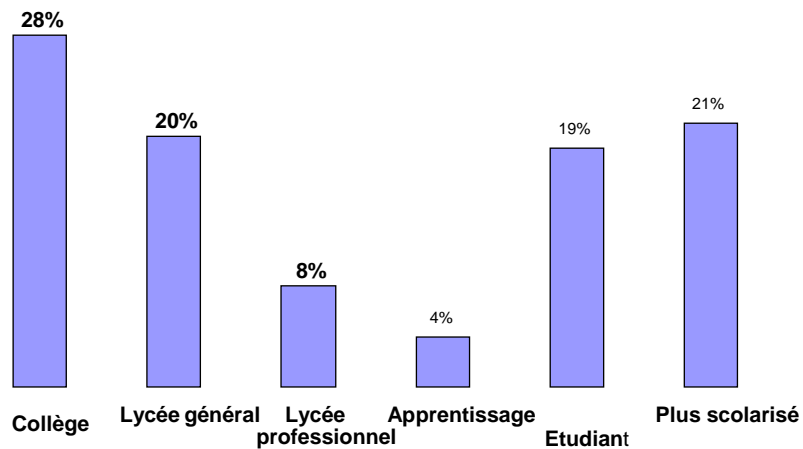


RP 06	Pourcentage	Tranche d'âge	Pourcentage
	27%	Moins de 6 ans	14%
	23%	de 6 à 10 ans	23%
	33%	de 11 à 18 ans	33%
	17%	de 18 à 25 ans	29%

Concernant l'âge des enfants, on constate que les tranches intermédiaires sont tout à fait conformes à la population de référence alors que les familles ayant des enfants en bas âges (moins de 6 ans) sont sous représentées et celles qui ont des

enfants de plus de 18 ans sont sur représentées ce qui paraît correspondre au constat sur l'âge des personnes de références

#### Situation des enfants de plus de 15 ans



Il semble ici que les théories de la reproduction sociale restent un élément d'actualité tant la corrélation entre la situation sociale des parents est prégnante sur le niveau d'étude des enfants de plus de 15 ans.

Ainsi ce sont les enfants des catégories supérieures ou intermédiaires qui ont plus facilement accès aux études supérieures et aux lycées d'enseignement général 30% contre 20% pour les autres catégories. Par contre les enfants d'ouvriers et d'employés sont ceux qui fréquentent le plus les formations professionnelles avec un différentiel de plus de 10 points. En ce qui concerne les jeunes qui ne sont plus scolarisés, ils sont très souvent issus de familles « inactives » avec un différentiel de plus de 20 points par rapport aux autres catégories.

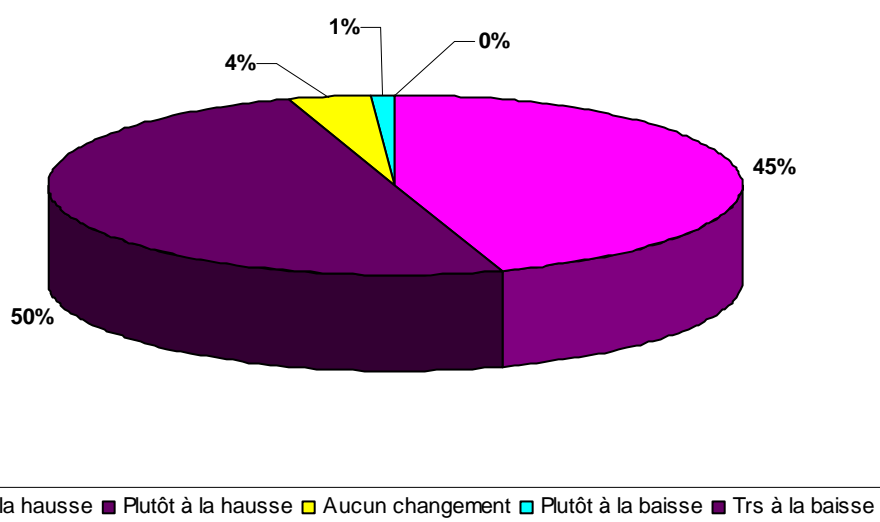
# ANALYSE DES RESULTATS

## 1<sup>ère</sup> Partie : Perception, Ressenti et Stratégie des Familles

Dans cette première partie nous tenterons d'évaluer la perception qu'ont les familles de leur pouvoir d'achat face au contexte socio-économique actuel. Cette approche a pour objectif de mieux comprendre si les parents ont été conduits à modifier leurs habitudes de consommations et si les nouvelles stratégies mises en place leur permettent de faire face à la situation.

Pour cela nous avons choisi de travailler à partir de 3 grands axes que sont les dépenses liées aux fluides domestiques, à l'alimentation, et aux enfants

### A/ Ressenti de familles face à évolution globale des prix



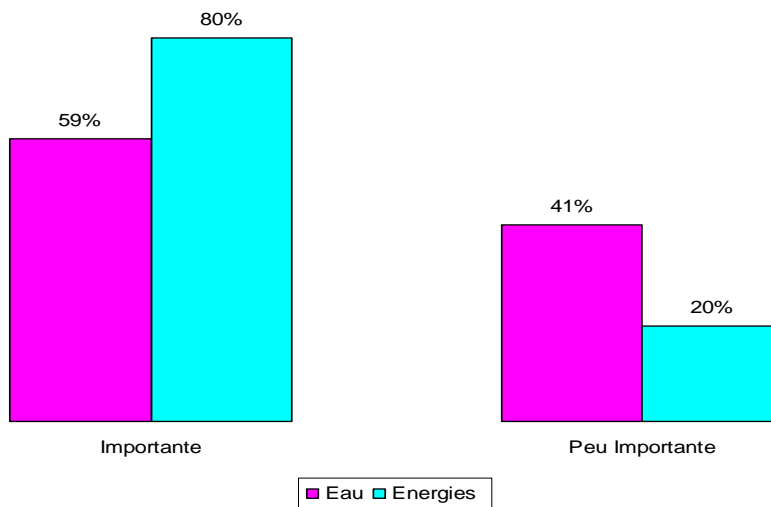
Pour les familles des Pyrénées-Orientales, la hausse des prix n'est pas une chimère mais une réalité qu'ils vivent au quotidien puisque 95% d'entre-elles pensent que de manière globale les prix ont augmenté durant les 12 derniers mois. 50% d'entre elles les trouvent plutôt à la hausse et 45% très à la hausse, seul 4% pensent que sur les 12 derniers mois la situation est inchangée.

### B/ Analyse par poste de dépenses

#### 1/ En matière des charges liées aux logements

Dans le cadre des dépenses liées au logement il semble que ce soit les hausses des énergies domestiques (gaz, électricité, fioul..) qui ont été les plus ressenties par les familles puisqu'elles sont 80% à les considérer comme importantes. Pour l'eau

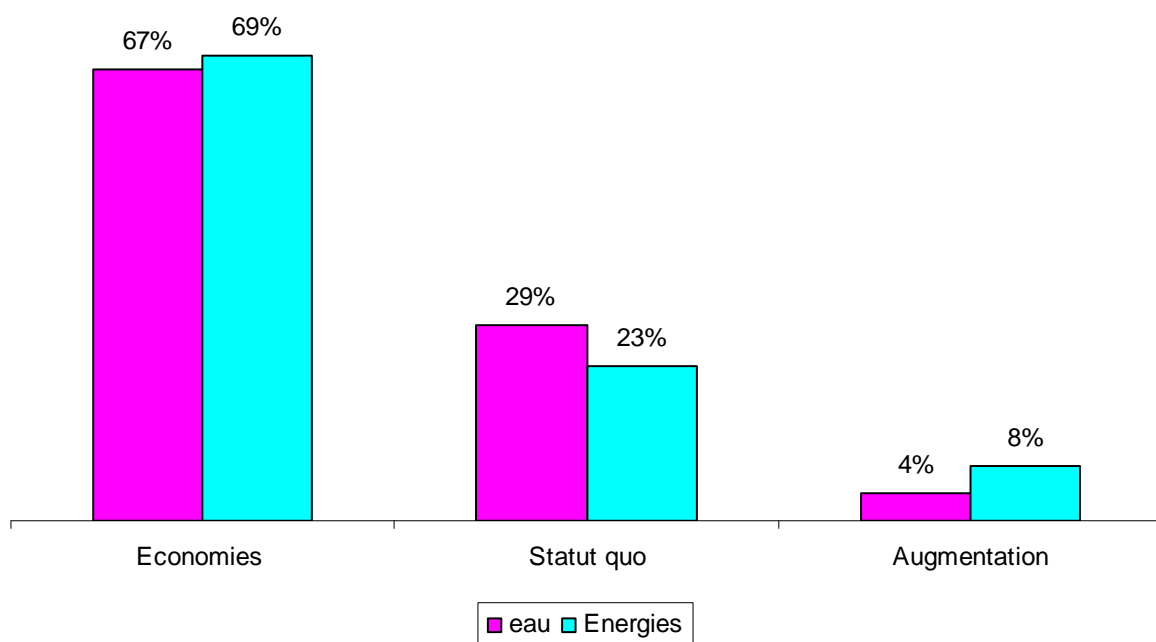
l'avis des parents est plus partagé puisque 59% l'ont trouvé importante et 41% peu importante.



On notera sur le département une grande disparité dans le prix du m<sup>3</sup> d'eau allant de la quasi gratuité dans certaines petites communes rurales à plus de plus de 3€/m<sup>3</sup> pour 43% de la population avec un pic 4.33 € dans une commune ce qui peut expliquer cette perception des familles. On notera que les familles vivant sur la commune de Perpignan intra-muros sont les plus nombreuses (+10points) à avoir perçu cette augmentation comme importante.

### - Adaptation des familles

#### Adaptation des comportements



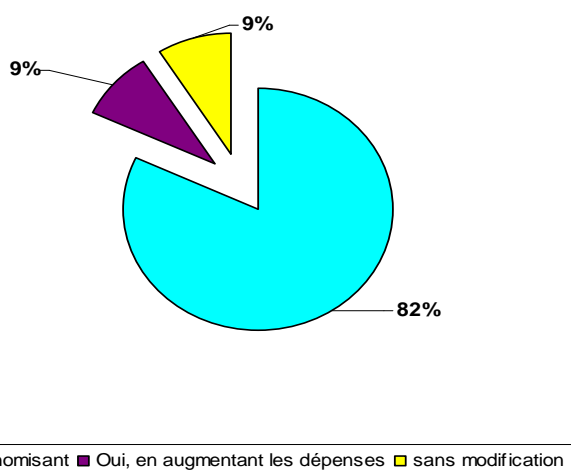
Manifestement, que ce soit en matière d'énergies domestiques ou de gestion de l'eau les familles du département ont décidé de réduire leur consommation puisqu'elles sont près de 7 sur 10 à avoir opté pour des économies.

Plus de la moitié des familles estiment avoir réduit au maximum leur consommation en matière d'énergie. Ce sont les CSP – et les inactifs qui ont fait le plus d'effort pour contrecarrer ces hausses en économisant et ce sont eux aussi qui déclarent avoir le moins de marge de manœuvre puisqu'ils sont 6 sur dix à estimer avoir réduit leur consommation au maximum.

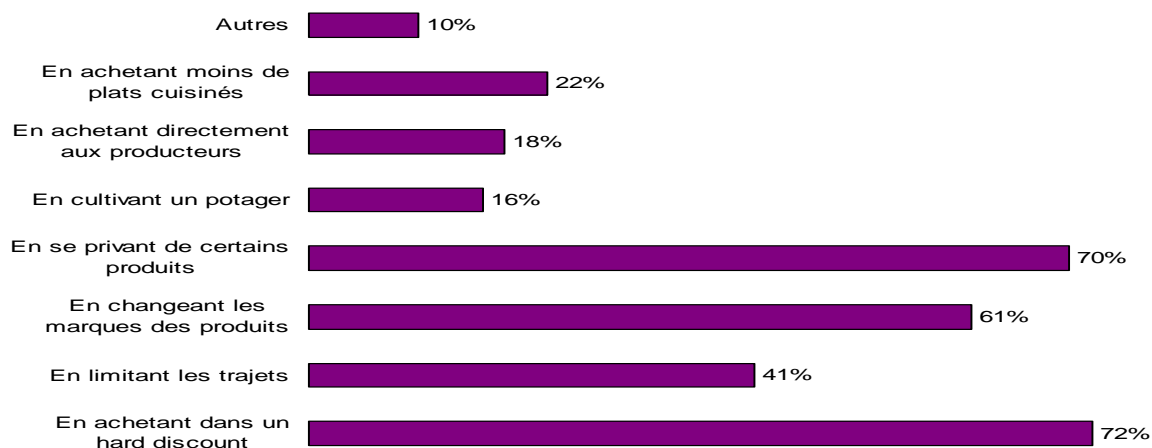
## 2/ Dépenses liées à l'alimentation

Plus encore que pour les dépenses liées au logement les parents ont ressenti l'augmentation des dépenses d'alimentation. 95% d'entre eux, ont jugé cette augmentation importante et 55% l'ont même, trouvée très importante.

Ici encore, les parents ont essentiellement opté pour les économies (82%), en mettant en place de nouvelles stratégies de consommation, afin de répondre à cette pression des prix.



Pour la grande majorité des familles interrogées répondre à cette augmentation des prix alimentaires a imposé une modification profonde de leur mode de consommation. La réponse qu'elles ont dû mettre en place n'est pas univoque et les a obligé à combiner plusieurs actions.



Mais trois axes, semblent avoir été privilégiés par les familles :

- la fréquentation des hard discounts 70%,
- le changement de marques de produit 61%,
- et surtout ce qui est plus préoccupant en se privant de certains produits 70%.

Mais ce sont **les familles monoparentales (+10points/aux couples) et les familles avec 3 enfants et plus (+15 points/aux familles avec 1 enfant)** qui sont les plus nombreuses à se priver de certains produits.

53% des familles interrogées déclarent avoir réduit au maximum leurs dépenses en matière d'alimentation.

*On notera qu'en complément des questionnaires reçus certaines familles ont tenu à témoigner de leur vécu en mettant, soit des annotations en marges, soit en nous écrivant des courriers.*

*En voici quelques extraits :*

- Nous vivons sans chauffage ni eau chaude (2 enfants)
- Je fais les poubelles du supermarché à côté de chez moi pour trouver des produits frais pour mes enfants (3 enfants en bas âges)
- Comment se nourrir quand il ne reste que 100€ parmois pou vivre à trois (1 ado)
- Sans les associations je ne pourrais pas nourrir mes enfants (4 enfants)...

### 3/ Dépenses liées aux enfants

*La présence d'enfant pèse sur tous les budgets mais davantage sur certains. Pour les familles monoparentales, les dépenses incompressibles liées aux jeunes enfants occupent 13% des budgets contre 8% chez les couples. Une réalité objective qui s'accompagne, pour ces mêmes familles du sentiment d'être obligées de faire toujours attention et, plus encore, d'y arriver difficilement. (Vanessa Bellamy INSEE)<sup>14</sup>*

<sup>14</sup> L'impact des enfants sur les budgets des ménages in Informations Sociales n°137 -01/2007



<b>Ressenti de l'augmentation</b>	<b>Importante</b>	<b>Peu Important</b>
Transport	51%	49%
Habillement	68%	32%
Frais liés à la scolarité Fournitures, livres...	62%	38%
Frais liés aux études Logement R.U, alimentation	74%	26%
Loisirs et activités extrascolaires	67%	33%
Multimédias et outils de communications	67%	33%

En ce qui concerne les dépenses liées aux enfants dans les différents domaines retenus, il semble que se soit sur les dépenses portant sur les études notamment sur les frais connexes à celles-ci le logement ; l'alimentation... (item4 du tableau) que les familles ont été les plus nombreuses à constater une hausse importante des prix. Mais, plus globalement si nous mettons en relation le nombre d'items où les parents ont pu constater une hausse dans les différents axes explorés on constate que plus de sept familles sur dix (73%) ont ressenti de manière marquée l'augmentation des prix liés aux dépenses pour leurs enfants et ce sont les familles nombreuses qui ont ressenti cette augmentation le plus durement.

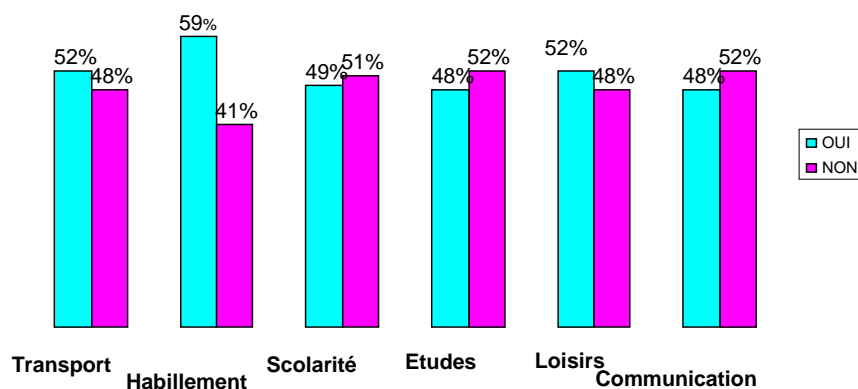
Dans le cadre des dépenses liées à leurs enfants et pour faire face à ces augmentations les parents ont mis en place la même stratégie que dans les autres domaines étudiés à savoir **économiser**.

De façon globale les parents ont choisi de revoir à la baisse les dépenses consacrées à leurs enfants mais ce sont dans les domaines de la scolarité (achat de fournitures, de livres) et des études (logement et nourritures) qu'ils ont le moins réduit ces dépenses au détriment de postes qui leur apparaissent, semble-t-il, moins essentiels comme l'habillement qui subit le plus de restrictions avec les loisirs et les outils de communications.

Quant aux dépenses de transports elles ont été repérées par les familles comme celles qui sont restées le plus stable, il est donc logique qu'elles soient relativement peu touchées par les restrictions. *La récente politique des transports en commun sur le département des (Bus à un euro) est peut-être une des causes de cette moindre augmentation ressentie par les familles car dans notre enquête sur les solidarités réalisée en 2007 c'est dans ce domaine que les parents avaient le plus demandé de mise en place de solidarités publiques.*

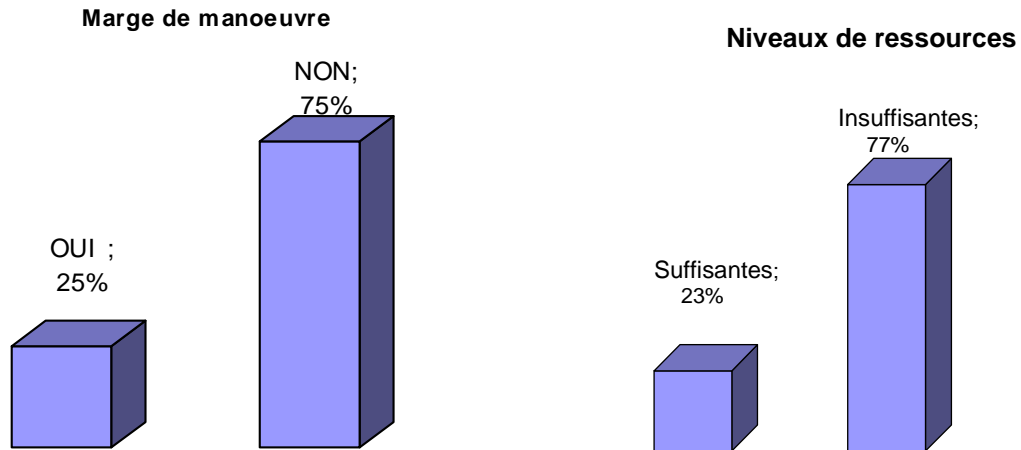
<b>Modification des habitudes de consommation : Economies</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
Transport	46%	54%
Habillement	71%	29%
Frais liés à la scolarité Fournitures, livres...	44%	56%
Frais liés aux études Logement R.U, alimentation	51%	49%
Loisirs et activités extrascolaires	60%	40%
Multimédias et outils de communications	59%	41%

Globalement il semble qu'une famille sur deux déclare avoir réduit au maximum les dépenses liées aux enfants. On retrouve ici la prégnance du milieu social puisque pour l'ensemble des items ce sont les parents de milieux modestes (CSP- et inactifs) qui ont le plus réduit ce type de dépenses avec un différentiel moyen de 13 points par rapports aux familles plus aisées (CSP+ et intermédiaires). La situation familiale aussi interfère sur les dépenses liées aux enfants. Les familles monoparentales (+9 points/couples) ont plus réduits les dépenses de leurs enfants que les couples dans tous les domaines sauf en matières scolaires (frais liées à la scolarité et études) où elles jouent à jeu égal avec les couples. C'est, d'ailleurs sur ce thème que les parents se laissent le plus de marge de manœuvres quelle que soit leurs situations. Seuls les parents qui n'ont qu'un seul enfant à charge déclarent avoir réduit au maximum les frais de leurs enfants en matières d'études 58% contre 46% pour les familles ayant plusieurs enfants. *(Rappel : les allocations familiales ne sont versées que pour les familles qui plus d'un enfant de moins de 20 ans à charge et les critères d'attribution des bourses scolaires).*



#### 4/ Marges de Manœuvre et perspectives d'évolution

Pour pouvoir affiner le ressenti des parents il nous est apparu intéressant de mettre en perspective leur approche globale tant au niveau de l'augmentation des prix que de leur marge de manœuvre avec leur vécu quotidien et les stratégies qu'ils ont mis en place poste à poste. Nous avons donc travaillé sur la construction de deux variables « Parents ayant ressenti une augmentation des prix au cours des 12 derniers » et « Parents estimant avoir réduit au maximum leurs dépenses ».



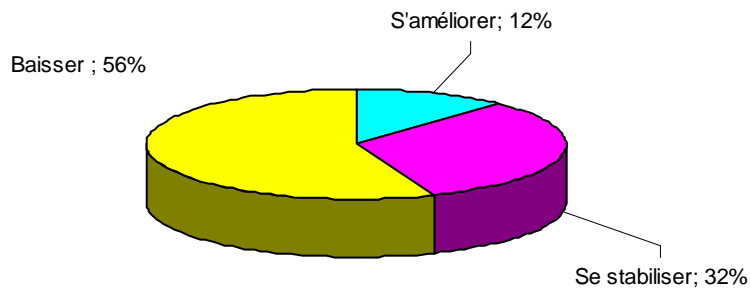
Cette étude permet de déterminer que le regard que porte les parents sur la situation globale est beaucoup plus pessimiste que leur vécu au quotidien. Ainsi ils sont 95% à déclarer avoir ressenti une hausse importante des prix alors que cette perception à travers les différents postes questionnés n'est que 71%. On retrouve cette même lecture en ce qui concerne leur marge de manoeuvre ainsi 75% déclarent ne plus avoir aucune latitude pour faire face à l'ensemble de leurs dépenses alors qu'ils ne sont que 60% à avoir réduit au maximum leurs dépenses dans les différents postes.

Toutefois il faut noter que près de deux familles sur trois ont déjà réduit l'ensemble de leurs dépenses au maximum mais la situation matrimoniale est un élément déterminant puisque ce sont les familles monoparentales quelque soit l'approche, globale ou poste à poste, qui ont le moins de marges manoeuvre avec un déficit de plus de 12 points par rapport aux couples

Néanmoins cette analyse de leur situation globale semble être étayée par la situation financière des familles. Ainsi les ressources financières de près de 8 familles sur 10 ne pourraient pas supporter de nouvelles hausses des prix. Les personnes seules avec enfants seront les plus exposées avec un différentiel de près de 10 points par rapport aux couples. Mais la situation socioéconomique de la famille interviendra aussi puisque les familles populaires : employés, ouvriers et inactifs seraient aussi plus fragilisées état un différentiel de 5 points.

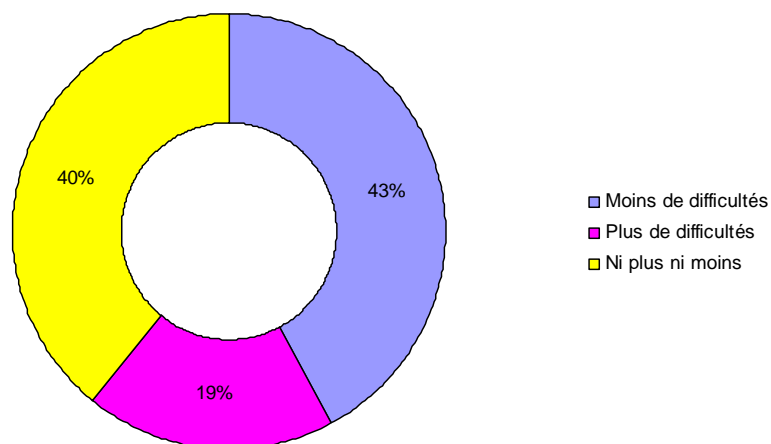
Face à ces constats les parents ont une lecture de l'avenir qui n'apparaît pas comme particulièrement sereine puisque 56% d'entre eux pensent que leur situation va se dégrader avec une baisse de leur pouvoir d'achat, 32% espèrent qu'il va se stabiliser et seul 12% envisagent une amélioration de la situation.

## Perspectives sur le Pouvoir d'Achat

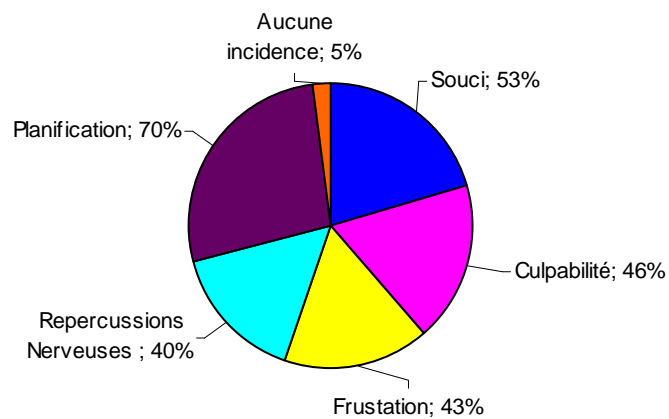


Même si le moral des parents au niveau de leur quotidien comme dans leur projection d'avenir apparaît relativement pessimiste il leur permet néanmoins de mettre en perspective leurs difficultés et de tenter d'inscrire leur vécu particulier dans une dynamique plus sociétale puisque ils sont 40% à se considérer en plus mauvaise situation que les autres parents et 42% à penser qu'ils ont malgré tout moins de difficultés les autres. La structure familiale et la précarité financière interfèrent fortement puisque le nombre de parents seuls (34%) et celui de ceux sans activité professionnelle (30%) à se percevoir comme plus en difficultés que les autres est nettement plus important.

## Opinion des parents sur les difficultés de pouvoir d'achat



Même si la grande majorité des parents ne vivent pas leur quotidien comme relevant d'une situation spécifique mais plus comme un tourbillon qui touche tout le monde cela ne veut pas dire que les difficultés qu'ils vivent n'aient aucune incidence sur leur état d'esprit.



Il semble que les achats spontanés dits « coup de cœur » ne soient plus à l'ordre du jour chez les parents du département : 70% d'entre eux s'imposant une plus grande planification de leurs dépenses. Mais au-delà, cette modification de leur pratiques de consommation, cette hausse des prix a des répercussions plus psychologiques dans une famille sur deux puisque 'elle est génératrice de beaucoup de soucis (53%), de culpabilité (46%) et de frustrations (43%) allant jusqu'à être éprouvante nerveusement chez 4 parents sur 10.

Mais cette situation qui est particulièrement fragilisante sur le plan économique pour les familles monoparentales et celles en situation de précarité sociale est aussi pour elles plus éprouvante nerveusement puisque elle génère alors chez 2 parents sur trois souci, culpabilité, nervosité.

## **2<sup>ème</sup> partie -Le droit à l'Education et à la Santé : du Mythe à la Réalité**

### **a/ Le droit à l' Education**

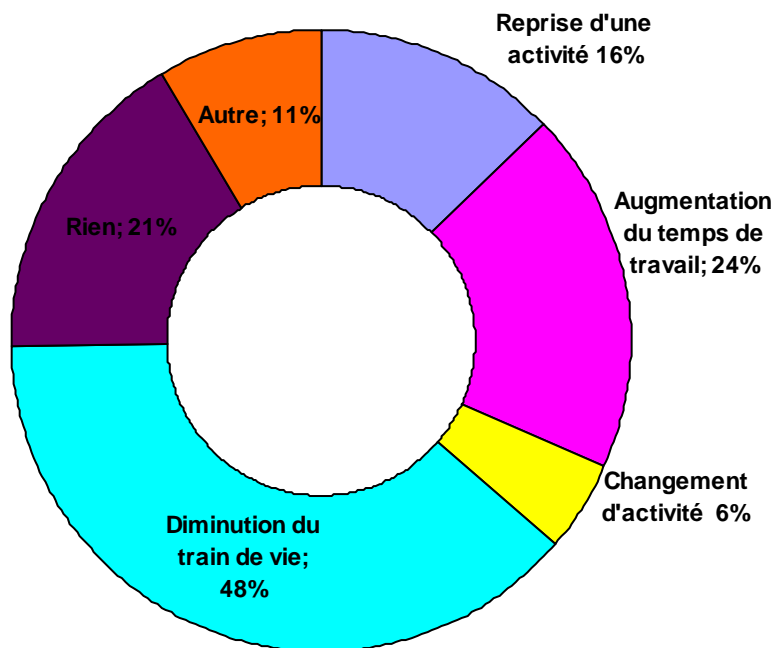
Dans la première partie de notre étude nous avons pu constater que les dépenses liées aux études ou la scolarité sont les deux postes dans lesquels les parents se laissaient le plus de marge manoeuvre. Même si « le fait de voir remplacer la notion de réussite scolaire par celle de réussite éducative dans les récents programmes concernant l'école mis en place par le ministère de la Cohésion Sociale et de l'Education Nationale n'est pas anodin ni sans portée concrète et symbolique»<sup>15</sup> il semble bien que dans l'approche des parents les « Etudes » restent un point essentiel. En effet, si la réussite scolaire n'est pas le seule composante du développement elle en est une composante essentielle d'autant qu'elle reste investie de la symbolique de « l'ascenseur social » : « choix de travail moins contraint inscription dans des cercles professionnels de sociabilité plus étendus... »<sup>16</sup>.

<sup>15</sup> Dominique Glasman « Il n'y a pas de réussite éducative in Familles et quartiers sensibles Informations Sociales n° 141 juillet 2007

<sup>16</sup> Idem

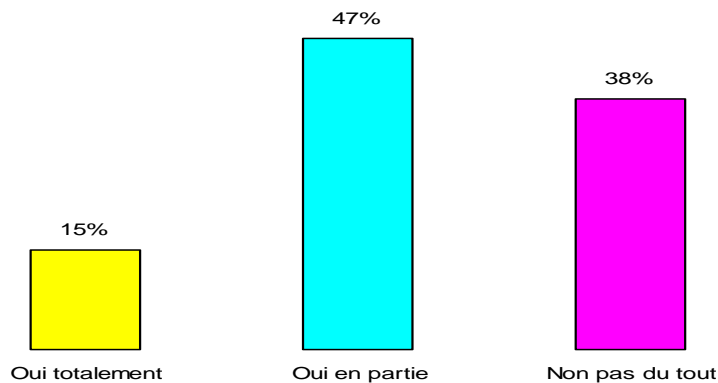
Dans cette approche il semble donc cohérent que les parents investissent particulièrement ce type de dépenses.

Ainsi 30% des parents ont déclaré avoir constitué une épargne pour financer les études de leurs enfants. En toute logique ce sont les parents qui ont les situations financières les moins contraintes qui sont les plus nombreux à avoir souscrit cette épargne. La situation matrimoniale et le nombre ou l'âge des enfants n'ont que peu d'influence sur cette stratégie parentale.



Mais l'épargne n'est pas la seule réponse que les parents envisagent pour financer les études. Près d'un parent sur deux se dit prêt à modifier son cursus professionnel en reprenant ou en augmentant son activité et c'est aussi dans les mêmes proportions qu'ils envisagent de réduire leur train de vie.

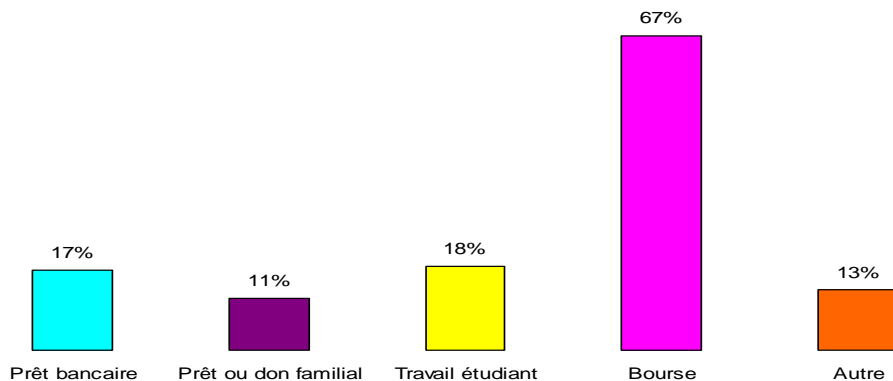
Malgré cet investissement parental pour permettre à leurs enfants de poursuivre leurs études dans les meilleures conditions possibles, pour plus de 2 familles sur trois la situation financière sera particulièrement déterminante dans le choix de l'orientation de leurs enfants. Ainsi pour 15% l'orientation dépendra totalement de leurs moyens et pour 47% cela interviendra en partie.



Le mythe de la gratuité de l'école en France a beaucoup vieilli notamment à partir du collège comme les différentes études menées depuis des années par les associations familiales telles que la « Confédération Syndicale des Familles » et « Familles de France » sur le coût de la rentrée scolaire en font la démonstration.

Aussi pour aider au financement des études de leurs enfants, 20% des parents ont mis en place des stratégies de financement particulières. Toutefois ce besoin d'accompagnement financier n'apparaît comme significatif qu'à partir de la scolarité en collège et il augmente proportionnellement à l'âge des enfants. Ainsi les parents d'enfants majeurs qui poursuivent des études sont près de 2 sur 3 à y avoir recours. Le premier accompagnement financier est lié aux bourses (67%) mais les prêts étudiants, les prêts familiaux et le travail étudiant sont aussi des apports précieux pour les familles.

#### Financements particuliers des études



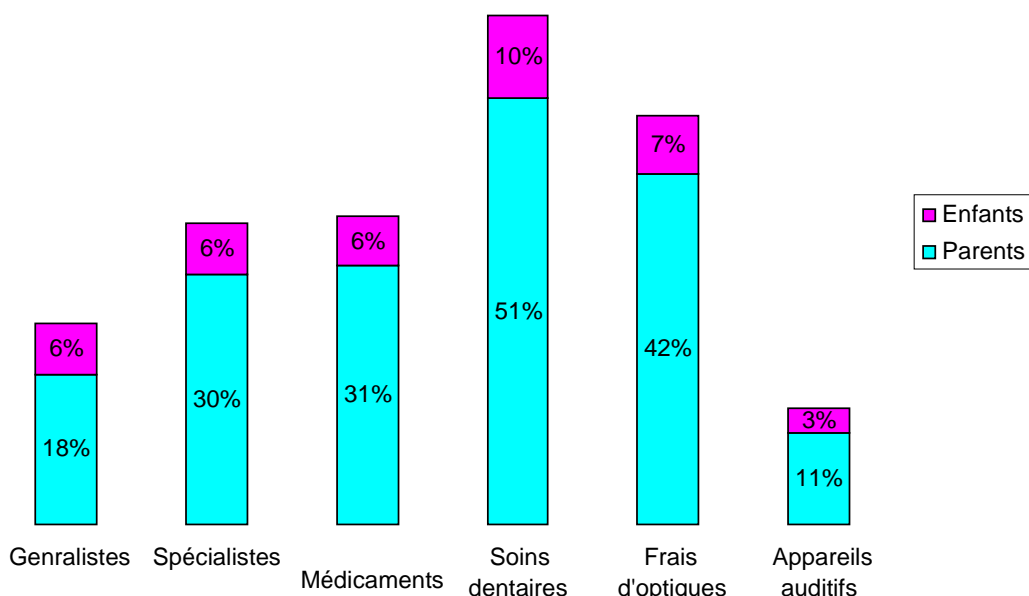
## b/ Le droit à la Santé

Dans son avant-dernier film Sisko, Michael Moore, dans le cadre d'une approche comparative et plutôt humoristique de divers systèmes de santé, présentait l'offre de soin française comme idyllique avec une qualité de soins irréprochable et totalement gratuite encore un mythe que le vécu des familles vient battre en brèche. Ainsi pour Annie Fenina jusqu'en 2005 « les dépenses de santé sont financées à 77% par la

sécurité sociale, 7% par les mutuelles et 15% par les ménages »<sup>17</sup>, mais l'on peut s'interroger sur l'augmentation de la part des ménages au regard des nouveaux tarifs du forfait journalier ou du déremboursement d'une liste sans cesse plus longue de médicaments ainsi que de la généralisation des dépassements d'honoraires dans certains secteurs de la santé. On notera aussi qu'entre 1960 et 2006 le coût des dépenses de santé supporté par les ménages a plus que doublé passant 7.8 à 16.2 des dépenses effectives ce qui représente la progression la plus forte de l'ensemble des dépenses. Il dépassera bientôt le coût de l'alimentation qui est de 16.6.

Face à ces nouvelles réalités les parents nous disent que pour 65% d'entre eux l'accès aux soins est difficile. Dans ce domaine comme dans ceux étudiés dans la première partie de notre enquête leur réponse est la restriction puisqu'ils ont dû renoncer à certains types de soins par manque de moyens financiers.

Manifestement les parents ont choisi de privilégier les dépenses de santé de leurs enfants au détriment des leurs. De manière globale hormis pour les soins chez le généraliste un parent sur 3 a dû renoncer à un ou plusieurs soins durant l'année 2008 par manque de moyens financiers mais c'est en matière de soins dentaires et de frais d'optiques que ce renoncement est le plus flagrant.. Ce sont les familles monoparentales qui sont le plus touchées par ce problème, + 9 points par rapport aux couples.

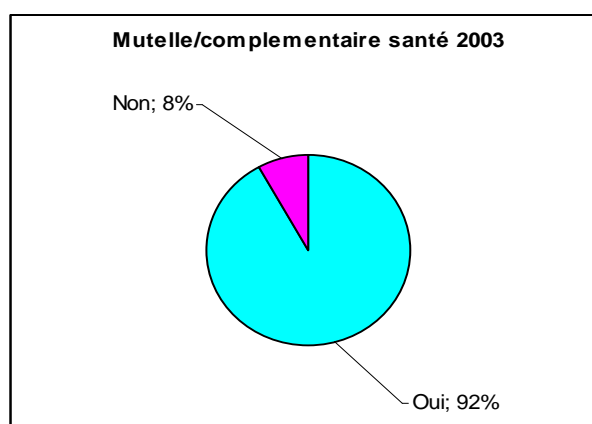
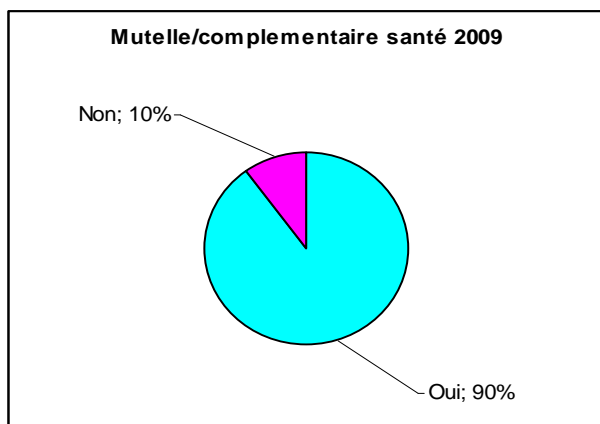


La situation des parents par rapport à leurs couvertures sociales semble légèrement se dégrader dans le département depuis 2003. Ainsi lors de notre enquête sur « les familles des Pyrénées-orientales » 92 % des personnes déclaraient avoir une mutuelle ou une complémentaire santé, ce chiffre est en légère baisse en 2009 puisque les parents ne sont désormais que 90% à posséder ce type de couverture. Une variation de 2% ne paraît pas significative mais si on le ramène à la population

<sup>17</sup> Annie Fenina « cinquante-cinq années de dépenses de santé. Une rétrospective de 1950 à 2005 » Etudes et résultats n°572 - 2007



globale cela signifie que près de 40000 personnes ne possèdent pas de mutuelle sur le département dont plus de 6000 familles avec enfants (soit une variation en 10 ans de 8000 personnes et 1300 familles).



Dans le même temps une autre notion semble confirmer les difficultés que vivent certains parents par rapport au coût de la santé au sein de leur famille puisqu'ils sont 6% à envisager réduire ou arrêter leur prise en charge par une mutuelle.

### **3<sup>ème</sup> Partie Pouvoir d'Achat : Dispositifs et politiques publiques**

Parmi l'ensemble des mesures qui sont mises à la disposition des familles nous avons choisi d'en retenir trois :

- Le Crédit à la consommation
- Les aides à la gestion budgétaire
- Le redéploiement de certaines allocations

#### **a/ Le Crédit à la consommation**

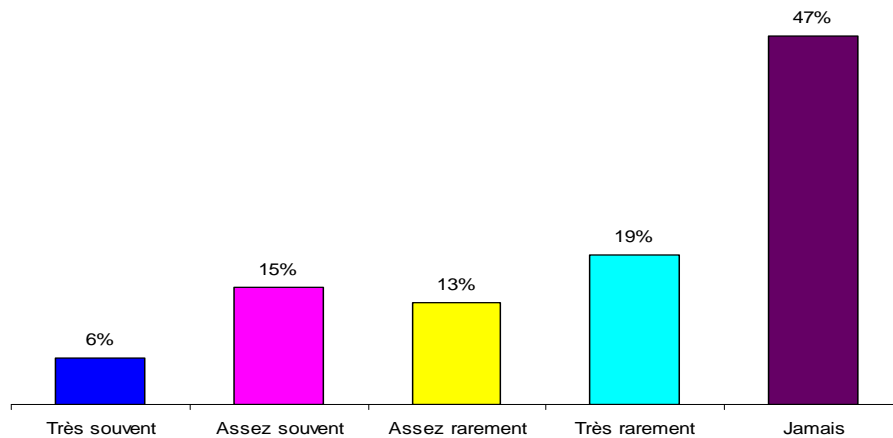
Le Crédit à la consommation est un terme générique pour présenter une réalité particulièrement complexe à appréhender pour l'ensemble des familles. Du prêt affecté, souvent consenti par des établissements bancaires pour des achats assez importants, aux crédits revolving souvent couplés aux cartes de fidélité des grandes enseignes il est devenu un mode de paiement assez répandu

*Selon l'Observatoire des crédits aux ménages<sup>18</sup> 14,05 millions de ménages français avaient un crédit en 2008, soit 52,6 % des ménages, (52 % en 2007), ce qui est un des niveaux les plus élevés. 31,3 % des ménages détenaient un crédit immobilier (30,6 % en 2007) et 33,8 % (33,2 en 2007) un crédit à la consommation<sup>19</sup>*

<sup>18</sup> Enquête annuelle réalisée par voie postale par la SOFRES en novembre 2008 pour l'Observatoire des crédits aux ménages, auprès d'un échantillon de 6690 ménages.

<sup>19</sup> 2 Crédits à la consommation : financements affectés (automobiles, amélioration de l'habitat et équipement ménager), prêts personnels, crédits renouvelables et opérations de location avec option d'achat

### Utilisation du crédit la consommation



On constate donc que plus d'un parent sur deux utilise ce mode de financement dans leur gestion budgétaire. Par contre ils ne sont que 21% à le faire de manière régulière. Le différentiel est de 10 points entre les parents des CSP+ et intermédiaire et de ceux des CSP- ou inactifs. On retrouve ici les constats présentés par l'Observatoire des Crédits aux Ménages dans son enquête complémentaire de juillet 2009<sup>20</sup> « Des ménages fragiles guère plus nombreux qu'il y a 10 ans. Mais des ménages fragiles nettement plus exposés aux risques et plus fragiles qu'il y a 10 ans. Les ménages semblent plutôt contraints de recourir à toutes les formes de crédit à court terme : crédits à la consommation, découverts bancaires et toutes les possibilités de mobilisation de ressources auprès de la famille et des amis ».

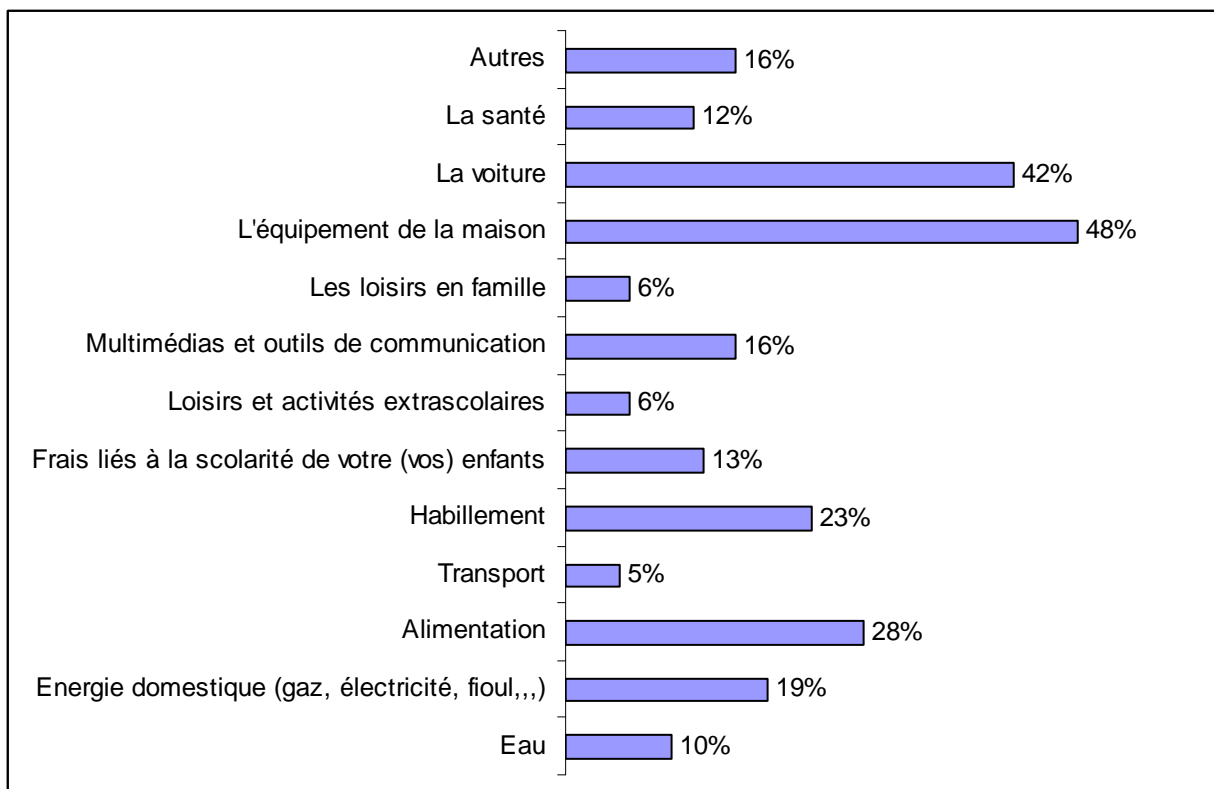
Parmi les parents qui déclarent utiliser ce mode financement souvent ou assez souvent ils sont 82% à avoir contracté un crédit à la consommation durant les douze derniers mois.

Même s'il faut rester prudent dans l'analyse statistique des objets des prêts on ne peut en tirer que quelques grandes lignes car certains items portent sur moins de 35 répondants.

Les équipements de la maison et la voiture sont les deux premiers pôles d'utilisation des crédits à la consommation, on voit aussi apparaître des crédits qui semblent axées sur des moyens de « boucler les fins de mois » lorsqu'ils sont utilisés par exemple pour financer de l'alimentation. Mais le nombre de répondants utilisant les crédits à la consommation ne permet pas d'aller plus loin dans l'analyse.

---

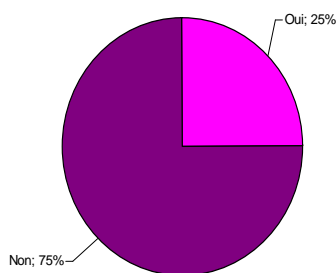
<sup>20</sup> Michel MOUILLART–Nanterre Enquête complémentaire mars 2009 LES FACTEURS DE FRAGILITE DES MENAGES



#### **b/ Aides à la gestion du budget :**

**Le déficit de connaissance de ce type d'accompagnement est sans appel,**

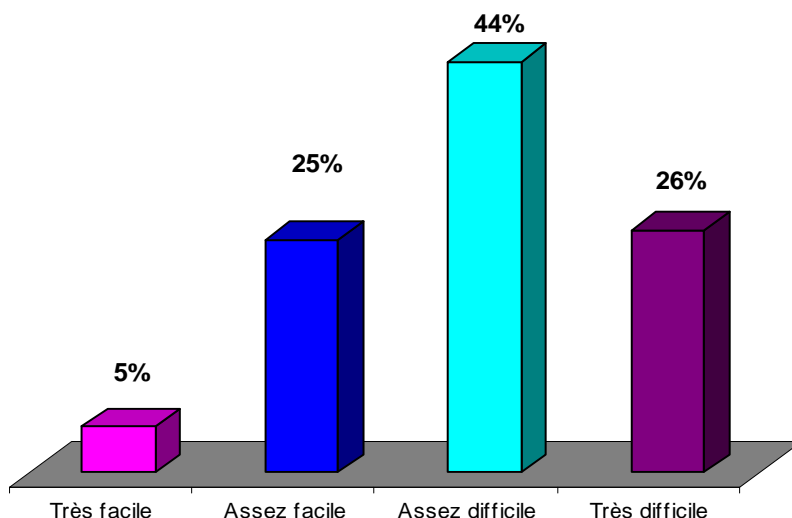
**91% des parents disent ne pas connaître ce type d'accompagnement.**



L'accompagnement budgétaire que certaines structures peuvent apporter aux familles est particulièrement mal connu : seul 9% des répondants disposent d'informations sur ce dispositif. Parmi les parents qui connaissent cette action, un quart d'entre eux ont effectivement rencontré un conseiller, soit 3% de l'ensemble des répondants.

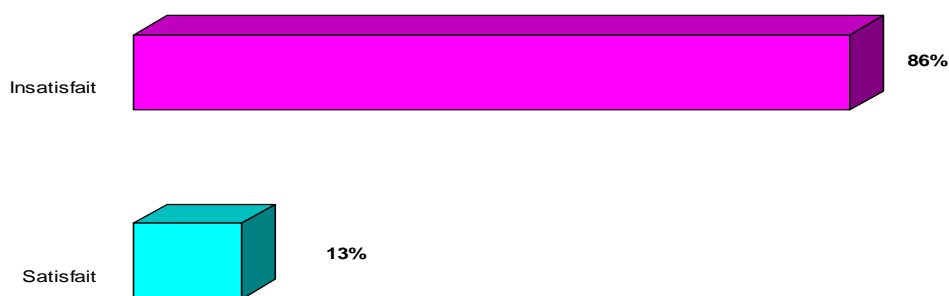
Pour les parents connaissant ces accompagnements, ils déclarent ne pas en avoir besoin (59%) ou qu'ils s'adressent à des familles en grande difficulté (39%) les autres réponses sont marginales.

Par contre l'ensemble des répondants (80%) se retrouvent pour déclarer que, solliciter une aide ou un conseil au budget auprès d'un intervenant extérieur, association ou professionnel, serait pour eux une démarche difficile. Près d'un quart d'entre eux la trouvent même très difficile.



### c/ Mesure en faveur du Pouvoir d'Achat

Un certain nombre de politiques publiques ont été mises en place pour tenter d'améliorer le pouvoir d'achat des personnes, en particulier à travers la loi du 08 février 2008 dite Loi sur le Pouvoir d'Achat qui permet aux salariés de renoncer à une partie de leurs RTT (Réduction du temps de travail/35h), la défiscalisation des heures supplémentaires .... ou avec la création du Revenu de Solidarité Active. Mais, ces mesures ne semblent pas correspondre aux besoins des parents puisque 86% d'entre eux se déclarent insatisfaits.



Parmi les politiques publiques mises en place, il y a aussi la modification des conditions d'attribution de la majoration pour âge des enfants qui était attribuée en deux fois aux 11 ans de l'enfant puis à ses 16 ans. Actuellement il n'existe plus

qu'une seule majoration aux 14 ans de l'enfant ce qui entraîne une diminution cumulée de 600€ par enfant sur l'ensemble de la période d'ouverture des droits.

Face à ce constat les parents ont été questionnés sur le mode de redistribution de ces sommes qui leur paraît le plus adapté à leurs besoins.

Près d'une famille sur deux pense que les sommes économisées devraient être réaffectées directement au budget des familles à travers les allocations familiales. Et, dans ce cas, cette redistribution devrait être principalement réorientée vers l'éducation (33%) et la santé (25%).

Mais 37% d'entre eux souhaitent que les sommes économisées sur la branche famille soient redéployées dans le cadre d'une solidarité plus globale comme les retraites et la santé.

Si les parents ont clairement manifesté leur désaccord avec les mesures législatives prises en faveur du pouvoir d'achat ils sont plus partagés sur la redistribution des sommes économisées dans le cadre des modifications d'attribution de majoration pour âge, tiraillés entre les besoins exclusifs des familles et ceux de l'ensemble de la population.

## CONCLUSION

Au-delà des batailles sur les chiffres qui permettent d'évaluer les différents indices à la consommation et le pouvoir d'achat des familles les parents interrogés ont confirmé de manière massive leur ressenti sur l'augmentation des prix dans tous les domaines proposés.

Face à cette situation, il semble évident que les parents des Pyrénées-Orientales ont déjà établi un plan de rigueur assez drastique pour pouvoir continuer à faire face à la situation ainsi le nouveau maître mot de la gestion budgétaire dans les familles des P-O est : ECONOMIES

Tous les domaines sont touchés et pratiquement, toutes les familles. Même si le moral des familles semble un peu plus pessimiste que la situation ne l'exigerait certains points sont particulièrement préoccupants. En effet, cette étude montre la situation de grande fragilité que vivent plus de la moitié des parents interrogés. Ainsi 60% d'entre eux nous disent n'avoir plus aucune marge de manœuvre pour pouvoir faire face à de nouvelle augmentation des prix. Ce vécu est un vecteur de stress important pour les parents générant dans un cas sur deux : souci, culpabilité, frustration ... Mais cette situation pourrait aussi avoir des conséquences aussi sur la santé physique des personnes puisque nous voyons apparaître la privation de certains produits dans 7 cas sur 10. Or dans le sondage SOFRES/SPF cité précédemment ce qui était perçu comme le plus fort symbole de pauvreté était de ne pas pouvoir se procurer une alimentation équilibrée et dans le même temps plus d'un tiers des parents disent avoir retardé des prises en charges médicales.

Les données recueillies par cette enquête couplées aux caractéristiques socio-économiques de notre département médiane du niveau de vie dans la tranche la plus basse (13740 à 14820€ médiane en France 15766€) et taux de pauvreté le plus élevé entre 14.6% et 18.8% (contre 11.7% sur l'ensemble de la France). Cette enquête valide le commentaire d'Henri Solans sur l'euphémisme de la baisse du niveau de vie pour les plus pauvres.

Ces constatations et la parole des parents de notre département montrent aussi la nécessité de la mise en place de politiques publiques familiales permettant aux parents non plus de s'inscrire dans une dynamique budgétaire de plus en plus contrainte mais de tendre à retrouver une logique de besoin telle que le propose le mouvement familial qui a construit depuis 1956 un budget type.<sup>21</sup> Ce dernier après avoir déterminé les besoins à satisfaire pour assurer un niveau de vie décent évalue le montant des ressources nécessaires. Ainsi en 2009 pour un couple avec 2 enfants le niveau de ressources aurait dû être de 2429€/mois, avec 2 adolescents de 2796€/mois et en monoparental avec 2 enfants de 1968€/mois.

---

<sup>21</sup>Jean Louis Dubelloy p 57 dans INFORMATIONS SOCIALES (CAF) « Coût de l'enfant et budget des familles » n°137 - 2007

## BIBLIOGRAPHIE

David Davies « Thes cases of Labourers in Husbander», Bath, 1795

Frederick M. Enden, The state of the Poor, Londres 1797

Ernst Engel « les conditions de la production et de la consommation au royaume de saxe » 1857

Dominique Glasman « Il n'y a pas de réussite éducative in Familles et quartiers sensibles » Informations Sociales n° 141 juillet 2007

Nicolas Herpin, Daniel Verger p9 « Consommation et mode de vie en France » Grands Repères La découverte, novembre 2008  
Etienne Mercier directeur adjoint du Pôle opinion et recherche sociales d'IPSOS dans Convergence n°296, octobre 2009

Michel MOUILLART Enquête complémentaire « les facteurs de fragilité des ménages » Nanterre, mars 2009

Interview d'Henri Solans par Nicolas Caudeville

Henri Solans «L'économie politique mise à nu par la question sociale même » L'harmattan, Paris, novembre 2008

INFORMATIONS SOCIALES (CAF) « Coût de l'enfant et budget des familles » n°137 – 2007

<http://www.caf.fr/web/WebCnaf.nsf/VueLien/INFORMATIONSSOCIALES137?opendocument>

REALITES FAMILIALES – « Le pouvoir d'achat des familles » n° 82-83 - 2007

Enquête IPSOS - L'influence des enfants sur le budget familial : « Le budget parent-enfant en Europe » Avril 2003

BIPE-LECLERC : Le pouvoir d'achat effectif en France mise à jour faite en juin 2009 sur la base des dernières données disponibles

"Le Budget des familles en 2001", Insee résultats avril 2004, Société n° 29 - Nicole Cérani, Martine Camus

Les évolutions des niveaux de vie entre 1970 et 2002, Pascal Chevalier, Olivier Guillemain, Aude Lapinte, Jean-Paul Lorgnet. Données sociales, édition 2006.

Etude LASERSCOPIE 2007 « Les Français et le pouvoir d'achat »

« Les comptes financiers de la Nation en 2005 : nouvel essor de l'endettement des ménages, reprise de celui des entreprises », Insee Première

[http://www.insee.fr/fr/ffc/ficdoc\\_frame.asp?ref\\_id=ip1080](http://www.insee.fr/fr/ffc/ficdoc_frame.asp?ref_id=ip1080)

« La consommation des ménages en 2005 », Insee Première n° 1096 - août 2006

[http://www.insee.fr/fr/ffc/ficdoc\\_frame.asp?doc\\_id=1765&analyse=1&path=/fr/ffc/ipweb/ip1096/ip1096.html](http://www.insee.fr/fr/ffc/ficdoc_frame.asp?doc_id=1765&analyse=1&path=/fr/ffc/ipweb/ip1096/ip1096.html)

Qu'est-ce que le pouvoir d'achat ? – Insee 2008

[http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers\\_web/pouvoir\\_achat/revenu\\_pouvoir\\_dachat\\_intro.htm](http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/pouvoir_achat/revenu_pouvoir_dachat_intro.htm)

## **Articles**

[http://www.premier-ministre.gouv.fr/acteurs/communiqués/4/les\\_allocations\\_familiales\\_majorees\\_59757.html](http://www.premier-ministre.gouv.fr/acteurs/communiqués/4/les_allocations_familiales_majorees_59757.html)

[http://www.lexpress.fr/actualite/politique/allocations-familiales-la-rigueur-touche-les-enfants\\_472125.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/allocations-familiales-la-rigueur-touche-les-enfants_472125.html)



# ANNEXE

# OBSERVATOIRE de la FAMILLE

## pouvoir d'achat des familles

Mieux vous connaître, mieux vous comprendre, c'est aussi mieux défendre les intérêts des familles du département.

Avec ce questionnaire, notre préoccupation est de savoir comment les familles vivent au quotidien. C'est également un moyen pour nous de savoir quelles sont les actions qui pourraient vous être utiles.

**Nous vous invitons donc à remplir ce questionnaire et à nous le retourner dans l'enveloppe T-jointe avant le 1<sup>er</sup> JUIN 2009**

**q1- Dans les 12 derniers mois, comment avez-vous ressenti l'évolution des prix ?**

- Très à la hausse     Plutôt à la hausse     Aucun changement     Plutôt à la baisse     Très à la baisse

### Partie 1 Gestion des postes de dépenses et aides / conseils pour la gestion du budget

#### Dépenses liées au logement

**q2a- Au cours des 12 derniers mois, comment avez-vous ressenti, l'augmentation des charges liées à votre logement :**

(1 réponse par ligne)	Très importante	Assez importante	Peu importante	Pas du tout importante
Eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Energie domestique (gaz, électricité, fioul...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**q2b- Au cours des 12 derniers mois, avez-vous modifié vos habitudes de consommation sur les charges liées à votre logement ?**

(1 réponse par ligne)	Oui en économisant	Oui en augmentant les dépenses	Non
Eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Energie domestique (gaz, électricité, fioul...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**q2c- Estimez-vous avoir réduit au maximum votre consommation en :**

(1 réponse par ligne)	Oui	Non
Eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Energie domestique (gaz, électricité, fioul...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

#### Dépenses liées à l'alimentation

**q3a- Au cours des 12 derniers mois, comment avez-vous ressenti, l'augmentation des dépenses liées à l'alimentation :**

- Très importante     Assez importante     Peu importante     Pas du tout importante

**q3b- Au cours des 12 derniers mois avez-vous modifié vos habitudes de consommation sur les dépenses liées à l'alimentation ?**

- Oui, en économisant → **q3b1**     Oui, en augmentant les dépenses → **q4a**     Non → **q4a**

**q3b1- Si oui en économisant, de quelle manière ? (Plusieurs réponses possible)**

- En achetant dans un hard discount  
 En limitant les trajets  
 En changeant les marques des produits  
 En se privant de certains produits  
 En cultivant un potager  
 En achetant directement aux producteurs  
 En achetant moins de plats cuisinés  
 Autres

**q3c- Estimez-vous avoir réduit au maximum vos dépenses liées à l'alimentation ?**

- Oui     Non

#### Dépenses liées à votre (vos) enfant(s)

**q4a- Au cours des 12 derniers mois, comment avez-vous ressenti l'augmentation des dépenses liées à votre (vos) enfant(s) ?**

	Très importante	Assez importante	Peu importante	Pas du tout importante	Non concerné
Frais liés à la scolarité : Fournitures, livres scolaires, cantine, sorties scolaires... (1 réponse par ligne)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Frais liés aux études : Logement, fournitures, restaurant universitaire, alimentation...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Transport	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Laisins et activités extrascolaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Multimédias et outils de communication (téléphone portable, ordinateur, internet...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------

**q4b- Au cours des 12 derniers mois** avez-vous modifié vos habitudes de consommation sur les dépenses liées à votre (vos) enfant(s) ?

(1 réponse par ligne)	Oui en économisant	Oui en augmentant les dépenses	Non	Non concerné
Transport	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Habillement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Frais liés à la scolarité : Fournitures, livres scolaires, cantine, sorties scolaires ...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Frais liés aux études : Logement, fournitures, restaurant universitaire, alimentation...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Loisirs et activités extrascolaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Multimédias et outils de communication (téléphone portable, ordinateur, internet...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**q4c- Estimez-vous avoir réduit au maximum vos dépenses liées à votre (vos) enfant(s) ?**

(1 réponse par ligne)	Oui	Non	Non concerné
Transport	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Habillement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Frais liés à la scolarité : Fournitures, livres scolaires, cantine, sorties scolaires ...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Frais liés aux études : Logement, fournitures, restaurant universitaire, alimentation...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Loisirs et activités extrascolaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Multimédias et outils de communication (téléphone portable, ordinateur, internet...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**q5- À ce jour, pensez-vous encore bénéficier, d'une marge de manœuvre concernant vos dépenses liées au foyer ?**

- Oui tout à fait       Oui plutôt       Non pas vraiment       Non pas du tout

**q6- Si la hausse des prix devait se poursuivre, vos ressources seraient ?**

- Très suffisantes       Suffisantes       Insuffisantes       Très insuffisantes

**q7- Par rapport à votre pouvoir d'achat, avez-vous le sentiment que les autres familles ont :**

- Beaucoup plus de difficultés que vous  
 Un peu plus de difficultés que vous  
 Un peu moins de difficultés que vous  
 Beaucoup moins de difficultés que vous  
 Ni plus ni moins de difficultés que vous

**q8- Au cours des prochaines années, concernant votre pouvoir d'achat :**

- Vous pensez qu'il va s'améliorer  
 Vous pensez qu'il va se stabiliser  
 Vous pensez qu'il baisser

**q9- Quelles incidences, la hausse des prix a-t-elle sur votre quotidien ? (Plusieurs réponses possibles)**

- Je me fais beaucoup de souci concernant ma situation financière  
 Je culpabilise de ne pouvoir offrir plus à mes enfants  
 La situation engendre une certaine frustration  
 Nerveusement la situation a des répercussions sur mon quotidien  
 Cela me demande de planifier davantage mes dépenses de la vie quotidienne  
 Aucune incidence

#### Gestion du budget

**q10- Avez-vous recours au crédit à la consommation ?**

- Très souvent → **q11**  
 Assez souvent → **q11**  
 Assez rarement → **q12**  
 Très rarement → **q12**  
 Jamais → **q12**

**q11- Au cours des 12 derniers mois, avez-vous souscrit un crédit à la consommation ?**

- Oui → **q11b**       Non → **q12**

**q11b- Si oui, pour quels types de dépense ? (Plusieurs réponses possibles)**

- Eau  
 Energie domestique (gaz, électricité, fioul,...)  
 Alimentation  
 Transport  
 Habillement

- Frais liés à la scolarité de votre (vos) enfants
- Loisirs et activités extrascolaires
- Multimédias et outils de communication
- Les loisirs en famille
- L'équipement de la maison
- La voiture
- La santé, précisez :.....
- Autres, précisez :.....

**q12-** Connaissez-vous des structures « d'aide, de suivi ou de conseil au budget » ?

- Oui → **q13**                       Non → **q15**

**q13-** Avez-vous déjà rencontré un conseiller de ces structures « d'aide, de suivi ou de conseil au budget » ?

- Oui                                       Non → **q14b**

**q14b-** (Si non) Pour quelles raisons ne vous êtes-vous jamais rendu dans ces structures « d'aide, de suivi ou de conseil au budget » ?  
(Plusieurs réponses possibles)

- Vous n'avez pas besoin d'aller dans ce type de structure
- Vous n'avez jamais entendu parler de ce type de structure
- Vous n'avez pas le temps
- Vous ne savez pas où trouver ce type de structure
- Il n'y a pas de structures de ce type à proximité
- Ce type de structure s'adresse à des familles en grandes difficultés
- Ce type de structure ne présente aucun intérêt

**q15-** Solliciter une aide/ conseil au budget auprès d'intervenants extérieurs (associations, professionnels de la gestion du budget....) est ou serait pour vous une démarche :

- Très facile               Assez facile               Assez difficile               Très difficile

**Partie 2 Analyse des dépenses éducation et santé**

**Education**

**q16-** Avez-vous constitué une épargne pour le financement des études de votre (vos) enfant(s) ?

- Oui                                       Non

**16b-** Qu'avez-vous entrepris ou qu'envisagez-vous pour faire face aux dépenses liées aux études de votre (vos) enfant(s) ?

- Reprise d'une activité professionnelle
- Augmentation du temps de travail
- Changement d'activité professionnelle
- Diminution du train de vie
- Rien
- Autre : .....

**q17-** Pourriez-vous dire que le choix d'orientation de votre (vos) enfant(s) a été ou sera conditionné par vos ressources ?

- Oui totalement               Oui en partie               Non pas du tout

**q18-** Avez-vous eu un financement particulier pour les études de votre (vos) enfant(s) ?

- Oui → **q18b**                       Non → **q19**

**q18b-** Si oui, le(s) quel(s) :

- Prêt bancaire
- Prêt ou don familial
- Travail étudiant
- Bourse
- Autre(s), le(s) quel(s) :.....

**Santé**

**q19-** Avez-vous le sentiment que l'accès aux soins de santé est :

- De plus en plus facile               Facile               Difficile               De plus en plus difficile

**q20-** Vous est-il déjà arrivé de renoncer à certaines dépenses de santé faute de moyen financier ?

	Pour vous et/ou votre conjoint			Pour votre (vos) enfant(s)		
	Oui	Non	Non concerné	Oui	Non	Non concerné
<i>(1 réponse par ligne)</i>						
Consultation chez un médecin généraliste	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Consultation chez un médecin spécialiste	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Médicaments	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Soins dentaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Frais de lunettes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Appareil auditif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

q21- Avez-vous une mutuelle/complémentaire santé

- Oui → q 21b  Non → q 22

q21b- Si oui, en avez-vous réduit ou arrêté la prise en charge **durant les 12 derniers mois** faute de moyens financiers ?

- Oui  Non

### Partie 3 Réflexion des familles sur les politiques en faveur du pouvoir d'achat

q22- D'une manière générale, êtes-vous satisfait des mesures politiques en faveur du pouvoir d'achat des familles menées actuellement ?

- Oui, tout à fait satisfait  Oui, plutôt satisfait  Non, plutôt insatisfait  Non, très insatisfait

*Les allocations familiales bénéficiaient de deux majorations (quand les enfants atteignaient 11 ans, puis à partir de 16 ans). En 2008, une majoration unique à 14 ans les remplace. Ceci entraîne une diminution totale cumulée de 600€ par enfant sur l'ensemble de la période pendant laquelle il ouvre droit à ces allocations.*

q23- Estimez-vous que les sommes ainsi épargnées doivent être affectées :

- Directement aux familles (prestations familiales) → q 23 b  
 A l'ensemble de la population (prestations santé, retraites)  
 Autre destination  
 Ne sait pas

q23b- Si directement aux familles, sous quelle forme estimez-vous que cette somme devrait-elle être reversée ?

- Allocation affectée aux soins de santé de l'enfant  
 Allocation affectée à l'équipement de l'enfant  
 Allocation affectée aux loisirs et activités extrascolaires de l'enfant  
 Allocation affectée à la scolarité et à l'éducation de l'enfant  
 Allocation affectée au transport scolaire  
 Allocation sans affectation particulière  
 Autres : Précisez.....

### Fiche signalétique

S1- Commune d'habitation : \_\_\_\_\_

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT VOS ENFANTS

S2- Combien d'enfants avez vous ? \_\_\_\_\_

S3- Merci de donner leur année de naissance : Enfant 1 : \_\_\_\_\_ Enfant 2 : \_\_\_\_\_ Enfant 3 : \_\_\_\_\_ Enfant 4 : \_\_\_\_\_ Enfant 5 : \_\_\_\_\_

S4- Situation actuelle de votre (vos) enfants âgé(s) de plus de 15 ans :

(1 réponse par ligne)	Collège	Lycée général	Lycée professionnel	Apprentissage	Etudiant	Plus scolarisé
Enfant 1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfant 2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfant 3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfant 4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfant 5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

S5- Est-ce que vous vivez ?

- En couple (marié, pacsé, en union libre...) → Famille recomposée  Oui  Non  
 Seul →  Célibataire  
 Veuf (ve)  
 Divorcé(e) ou séparé(e)

### VOUS

S6- Sexe : (1)  Homme (2)  Femme  
Femme

S7- Année de naissance : \_\_\_\_\_

S8- Profession : \_\_\_\_\_

- CSP :  Agriculteur  
 Artisan, commerçant, chef d'entreprise  
 Cadre, ingénieur, professeur  
 Profession intermédiaire, technicien, instituteur  
 Employé  
 Ouvrier  
 Retraités  
 Inactifs

### VOTRE CONJOINT (si en couple)

(1)  Homme (2)

- Agriculteur  
 Artisan, commerçant, chef d'entreprise  
 Cadre, ingénieur, professeur  
 Profession intermédiaire, technicien,  
 Employé  
 Ouvrier  
 Retraité  
 Inactifs

**Nous vous remercions du temps que vous avez eu la gentillesse de nous consacrer**

